

PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES,
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'environnement et de la protection des espaces

Installations classées pour la
protection de l'environnement

AUTORISATION

Monsieur Jocelyn LOISEAU
à JALLAIS

D3 - 2004 - n° 730

ARRETE

**Le préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,**

Vu le code de l'environnement et notamment son livre V ;

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

Vu la demande formulée par Monsieur Jocelyn LOISEAU, demeurant au lieu-dit "La Maison Neuve" à JALLAIS, afin d'être autorisé à procéder à la mise à jour du plan d'épandage d'un élevage de 22 800 dindes soit 68 400 équivalents animaux, situé à la même adresse ;

Vu les plans annexés au dossier ;

Vu le rapport du directeur départemental des services vétérinaires, inspecteur des installations classées du 7 juillet 2004 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du jeudi 2 septembre 2004 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L.512.1 du livre V du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que la formalisation et le suivi du plan d'épandage sont de nature à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

Art. 1er – Monsieur Jocelyn LOISEAU, demeurant au lieu-dit « La Maison Neuve » à JALLAIS, est autorisé à exploiter un élevage de 22 800 dindes soit 68 400 équivalents animaux, situé à la même adresse.

Art. 2 - Cet élevage constitue un établissement soumis à **AUTORISATION** rangé sous le **n° 2111.1°** de la nomenclature.

Art. 3 - Pour la tenue de son établissement, les exploitants doivent se conformer aux prescriptions ci-après :

1° Implantation et distances

Les bâtiments d'élevage et les installations de stockage des déjections sont implantés conformément aux plans joints à la demande d'autorisation (voir plan de masse en annexe 1 du présent arrêté).

Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance du préfet avant leur réalisation.

L'ensemble des installations de stockage est réalisé avant la mise en service de l'élevage.

L'intégration paysagère est favorisée par l'implantation de haies bocagères d'essences locales.

2° Capacité

La capacité maximale de l'élevage est de 22 800 dindes soit 68 400 équivalents animaux.

3° Mode d'exploitation

L'élevage est pratiqué sur litière.

Tout changement dans le mode d'exploitation doit être porté à la connaissance de la préfecture.

4° Réseau pluvial

Les eaux pluviales non polluées sont collectées par un réseau particulier. En aucun cas, ce réseau ne doit recevoir les eaux résiduaires des bâtiments ou de la plate forme de lavage du matériel.

Tous les sols des bâtiments, toutes les installations d'évacuation ou de stockage des déjections sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

Les dispositions de l'alinéa ci-dessus ne s'appliquent pas aux élevages sur litière sèche.

Les murs et cloisons des poulaillers sont imperméables, maintenus en parfait état d'étanchéité, sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

Lorsque les volailles ont accès à un parcours plein air, un trottoir en béton ou en tout autre matériau étanche d'une largeur minimale d'un mètre est mis en place à la sortie des bâtiments fixes.

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation ainsi qu'un système de disconnection, lorsqu'il y a utilisation du réseau public et d'un réseau privé.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien du bâtiment et des annexes et susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau d'égout étanche et dirigées soit vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents, soit vers un réseau collectif.

A l'extérieur des bâtiments, l'écoulement à ciel ouvert des eaux résiduaires est interdit.

5° Stockage

Les ouvrages de stockage doivent satisfaire aux prescriptions du deuxième alinéa de l'article 3.4 du présent arrêté. Le stockage se fera exclusivement à l'intérieur des bâtiments pour les litières sèches. Le déversement dans le milieu naturel des trop pleins des ouvrages de stockage est interdit.

Le stockage est effectué exclusivement à l'intérieur des bâtiments pour les litières sèches. Le déversement dans le milieu naturel des trop pleins des ouvrages de stockage est interdit.

Le stockage est assuré sur les futures parcelles d'épandage.

Les ouvrages de stockage permettent de conserver les effluents pendant au moins six mois. Ces ouvrages de stockage, lorsqu'ils sont à l'air libre, sont entourés d'une clôture de sécurité efficace.

6° Réduction des émissions d'odeurs

Les litières et les fientes sont convenablement entretenues pour éviter le dégagement d'odeur et de poussières (adjonction éventuelle de superphosphate).

Les émissions d'odeurs provenant de l'élevage ou des installations annexes ne doivent pas constituer une source de nuisances pour le voisinage. Le système de ventilation est étudié et réalisé de manière à ne pas rejeter l'air vicié du bâtiment en direction des habitations des tiers.

7° Epandage

L'épandage des effluents et des déjections produits sur l'exploitation sont soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal dans les conditions précisées ci-après :

Les apports azotés toutes origines confondues, organique et minérale, sur des terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains, de la rotation des cultures et de la sensibilité du milieu.

Ils sont établis à partir du bilan global de fertilisation. Ils ne peuvent en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- sur prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) : 350 kilogrammes à l'hectare par an,
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kilogrammes à l'hectare par an,
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols n'est dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

La quantité maximale d'azote contenue dans les effluents d'élevage épandu, y compris par les animaux eux-mêmes, ne doit pas dépasser 170 kg/ha/an.

L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers,
- à moins de 200 m des lieux de baignade et des plages (à l'exception des piscines privées),
- à moins de 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles, situées dans le même bassin versant,
- à moins de 35 m des berges des cours d'eau,
- pendant les périodes de forte pluviosité,
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées,
- sur les terrains à forte pente,

- par aéro-aspiration au moyen de dispositifs qui génèrent des brouillards fins.

L'épandage des effluents liquides est interdit pendant les périodes où le sol reste gelé ou abondamment enneigé.

Le plan prévisionnel de fertilisation est réactualisé la cas échéant suivant les modifications d'assolement, prenant en compte les besoins des cultures tels que définis dans l'arrêté zone vulnérable du 5 février 2004.

Un cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Il comporte les informations suivantes :

- les dates d'épandage,
- les volumes d'effluents et les quantités d'azote épandus toutes origines confondues,
- les parcelles réceptrices,
- la nature des cultures et les rendements obtenus,
- le délai d'enfouissement,
- le traitement mis en oeuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

La distance minimale entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et des déjections solides et, d'autre part, toute habitation occupée par des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme est de 100 mètres.

Cette distance peut être ramenée à 50 mètres tant sur terres nues que sur prairies et terres en culture, dans les cas suivants :

	Distance minimale (en mètres)
Réalisation d'un traitement ou mise en œuvre d'un procédé atténuant les odeurs	50
Fumiers après stockage de deux mois dans l'installation et fientes à plus de 65 % de matières sèches	50

Sur les terres nues, l'enfouissement doit intervenir dans les 24 heures.

L'épandage est effectué conformément au plan d'épandage joint à la demande d'autorisation (voir parcellaire en annexe 2).

Toute modification apportée à ce plan d'épandage doit être signalée à la préfecture de Maine-et-Loire, service des installations classées.

11° Disfonctionnement de l'installation

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais, à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents survenus, du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511.1 du code de l'environnement.

12° Bilan de fonctionnement (concerne les élevages à partir de 40 000 volailles de plus d'un mois).

A échéance de 10 ans, un bilan de fonctionnement de l'installation visée par le présent arrêté, ainsi que des différentes installations classées présentes sur ce même site, doit être adressé à monsieur le Préfet de Maine et Loire. Il permet de réexaminer et, si nécessaire, actualiser les conditions de l'autorisation. Le contenu de celui-ci est fixé par arrêté du 17 juillet 2000, pris en application de l'article 17.2 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié.

13° Cadavres

Les animaux morts sont stockés en attente de leur enlèvement dans une enceinte à température négative.

Le brûlage à l'air libre des cadavres est interdit. Leur élimination est réalisée selon les modalités prévues par le code rural.

14° Déchets d'emballage

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage de l'établissement sont le recyclage ou la valorisation. A cette fin les exploitants peuvent :

- procéder lui-même à leur valorisation dans des installations agréées conformément au décret du 13 juillet 1994 ;
- les céder par contrat à l'exploitant d'une installation agréée ;
- les céder par contrat à un intermédiaire régulièrement déclaré auprès du préfet.

Art. 4 - Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins des bénéficiaires de l'autorisation.

Art. 5 - Dispositions générales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs :

En aucun cas, ni à aucune époque, les conditions précitées ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui peuvent être régulièrement ordonnées dans ce but.

Art. 6 - Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de JALLAIS et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par le maire de JALLAIS et envoyé à la préfecture.

Art. 7 - Un avis, informant le public de la présente autorisation, est inséré par les soins de la préfecture et aux frais de Monsieur Jocelyn LOISEAU dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Art. 8 - Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la préfecture, à la sous préfecture de CHOLET et à la mairie de JALLAIS.

Art. 9 - Les prescriptions du présent arrêté se substituent à celles de l'arrêté délivré le 15 septembre 1995 à Monsieur Joseph LOISEAU.

Art. 10 - Le Secrétaire Général de la préfecture, le Sous-Préfet de CHOLET, le Maire de JALLAIS, les Inspecteurs des installations classées et le Commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, établi en deux exemplaires originaux.

Fait à ANGERS, le 24 SEP 2004

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la préfecture

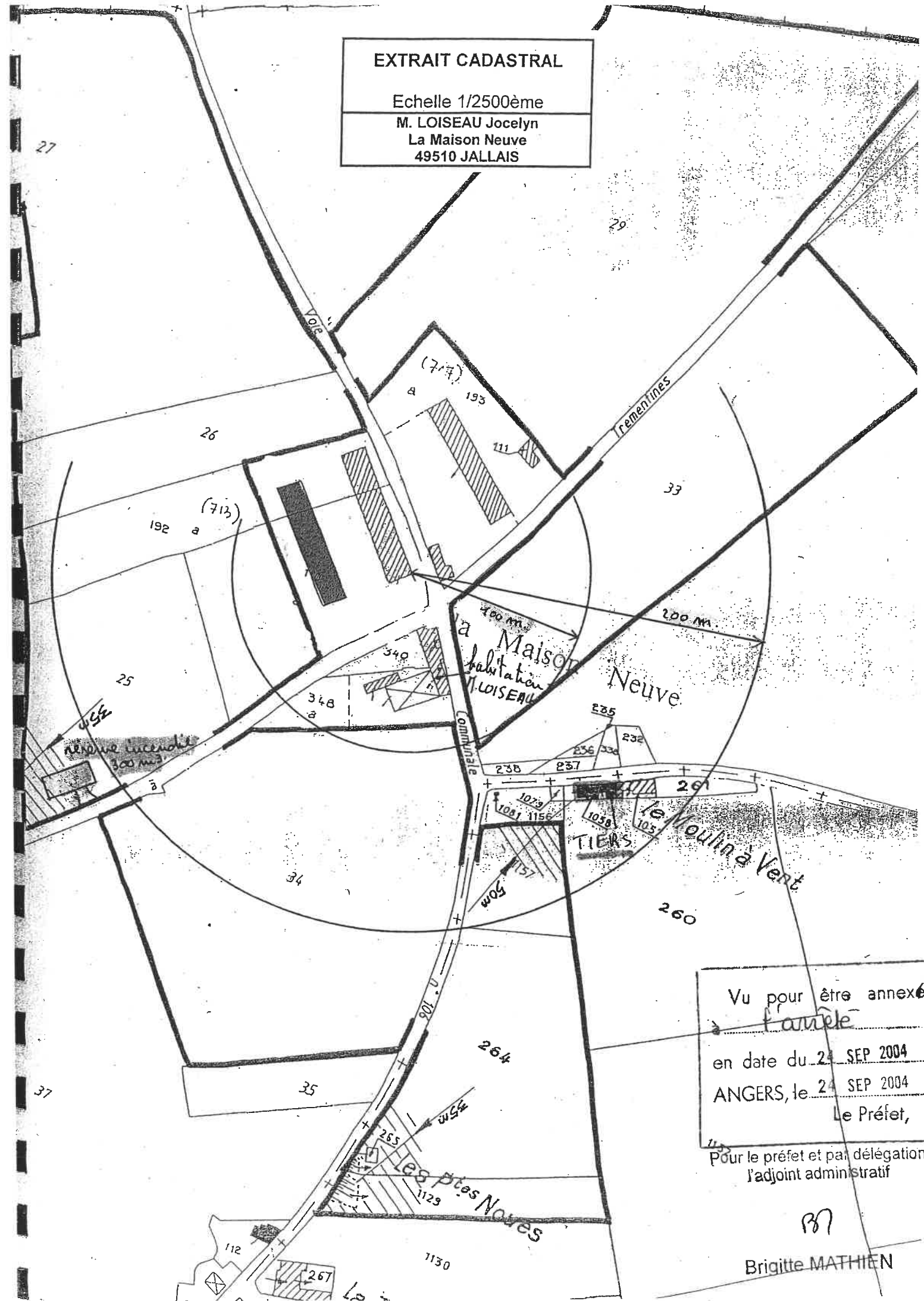
Jean-Jacques CARON

Délai et voie de recours : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du livre V du code de l'environnement, la présente décision qui est soumise à un contentieux de pleine juridiction peut être déférée au tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence du jour de la notification de la présente décision. Ce délai est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.

EXTRAIT CADASTRAL

Echelle 1/2500ème

M. LOISEAU Jocelyn
La Maison Neuve
49510 JALLAIS



Vu pour être annexé
à l'annexe

en date du 24 SEP 2004

ANGERS, le 24 SEP 2004

Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif

137

Brigitte MATHIEN

SURFACES EPANDABLES ET NON EPANDABLES								
Commune	ILOTS	n° feuille	n° parcelle	Epandable		prairies pâturées n-épandables	Non épandable	Total SAU
				Fumier de bovins	Fumier & Lisier			
63	1 ZC		15		0,99		0,22	1,21
63	1 ZC		18		1,69		0,14	1,83
63	1 ZC		19		0,80		0,06	0,86
63	1 ZC		22		0,67		0,06	0,73
63	1 ZC		23		0,75		0,06	0,81
63	2 ZC		34		0,50		0,06	0,56
63	2 ZC		35		0,94		0,04	0,98
63	2 ZC		38		0,71			0,71
63	2 ZC		39		1,25			1,25
63	4 ZC		164		3,67		0,25	3,92
63	5 ZC		157	0,78	1,58			2,36
63	5 ZC		94		0,43			0,43
63	5 ZC		94		1,09			1,09
63	5 ZC		93		1,57			1,57
63	5 ZC		92		0,32			0,32
63	5 ZC		91		0,26			0,26
63	5 ZC		90	0,06	1,06			1,12
63	5 ZC		156	0,3	0,86			1,16
63	5 ZC		158	0,3	0,87			1,17
63	5 ZC		159	0,05	1,89			1,94
63	7 ZC		105		0,64			0,64
63	7 ZC		105		0,65			0,65
63	7 ZC		106		0,21			0,21
63	7 ZC		106		0,16			0,16
63	7 ZC		107		1,37			1,37
63	7 ZC		107		0,81			0,81
63	7 ZC		108		2,30			2,30
63	8 ZC		72		0,67	0,04		0,71
63	8 ZC		73		0,63	0,04		0,67
63	8 ZC		74		0,29	0,02		0,31
63	8 ZC		75		0,50	0,03		0,53
63	8 ZC		76		0,15	0,01		0,16
63	8 ZC		77		0,41	0,03		0,44
63	9 ZC		169	0,56				0,56
63	9 ZC		169	0,56				0,56
63	10 ZC		114			0,26		0,26
63	11 ZB		8		2,74	0,35	0,27	3,36
63	11 ZB		9		4,14	0,09	0,3	4,53
63	11 ZB		10		0,20		0,04	0,24
63	11 ZB		11		0,21			0,21
63	11 ZB		12		3,05		0,21	3,26
63	11 ZB		13		1,06		0,1	1,16
63	11 ZB		13		0,49			0,49
63	12 ZB		58		0,25		0,05	0,30
63	12 ZB		59		0,27		0,1	0,37
63	12 ZB		60		0,63		0,34	0,97
63	12 ZB		61		3,73		1,48	5,21
63	12 ZB		81		2,04			2,04
63	12 ZB		81		0,16	0,2		0,36
63	13 ZB		20	0,5	0,24			0,74
63	13 ZB		99	0,77	0,15			0,92
63	14 ZB		56		1,19			1,19
Total				3,88	51,24	1,07	3,78	59,97

[illegible]

[illegible]

RECAPITULATIF DES PARCELLES ETUDIEES

Commune	Section	N° parc.	Surf. initiale	Aptitude 0	Aptitude 1	Aptitude 2	Surface épand.	Observ. (*)
Chalonnes sur Loire	K	48	0,21	0,00		0,21	0,21	
Chalonnes sur Loire	ZA	25	2,69	0,51		2,18	2,18	R
Chalonnes sur Loire	ZA	26	1,30	0,24		1,06	1,06	R
Chalonnes sur Loire	ZA	27	0,44	0,08		0,36	0,36	R
Chalonnes sur Loire	ZA	28	1,51	0,26		1,25	1,25	R
Chalonnes sur Loire	ZB	26	0,33	0,14		0,19	0,19	T
Chalonnes sur Loire	ZB	51	0,32	0,09		0,23	0,23	T, R
Chalonnes sur Loire	ZB	52	0,99	0,34		0,65	0,65	T, R
Chalonnes sur Loire	ZB	53	0,65	0,23		0,42	0,42	T, R
Chalonnes sur Loire	ZC	3	2,47	0,27		2,20	2,20	T
Chalonnes sur Loire	ZC	4	3,15	0,53		2,62	2,62	T, PD
Chalonnes sur Loire	ZC	5	0,46	0,08		0,38	0,38	T, PD
Chalonnes sur Loire	ZC	35	0,99	0,03		0,96	0,96	R
Chalonnes sur Loire	ZC	67	1,15	0,00		1,15	1,15	
Chalonnes sur Loire	ZC	68	0,98	0,00		0,98	0,98	
Chalonnes sur Loire	ZC	78	1,58	0,20		1,38	1,38	R
Chalonnes sur Loire	ZC	80	3,84	0,73		3,11	3,11	T, R, PD
Chalonnes sur Loire	ZC	81	1,63	0,24		1,39	1,39	R, PD
Chalonnes sur Loire	ZC	82	1,60	0,13		1,47	1,47	R, PD
Chalonnes sur Loire	ZC	83	1,67	0,21		1,46	1,46	R
Chalonnes sur Loire	ZC	85	1,32	0,10		1,22	1,22	R
Chalonnes sur Loire	ZC	95	2,12	0,10		2,02	2,02	R
Chalonnes sur Loire	ZC	96	0,51	0,02		0,49	0,49	R
Chalonnes sur Loire	ZC	97	2,38	0,08		2,30	2,30	R
Chalonnes sur Loire	ZC	99	3,00	0,10		2,90	2,90	R
Chalonnes sur Loire	ZC	102	1,46	0,11		1,35	1,35	R
Chalonnes sur Loire	ZC	103	1,11	0,07		1,04	1,04	R
Chalonnes sur Loire	ZC	104	0,57	0,03		0,54	0,54	R
Chalonnes sur Loire	ZC	128	2,76	0,78		1,98	1,98	T, R
Chalonnes sur Loire	ZC	129	1,13	0,35		0,78	0,78	T, R
Chalonnes sur Loire	ZC	170	0,48	0,07		0,41	0,41	T
Chalonnes sur Loire	ZC	173	0,80	0,17		0,63	0,63	T
Chalonnes sur Loire	ZD	59	1,30	0,00		1,30	1,30	
Chalonnes sur Loire	ZD	60	0,80	0,00		0,80	0,80	
Chalonnes sur Loire	ZM	56	0,09	0,09		0,00	0,00	T, R
Chalonnes sur Loire	ZM	60	1,13	0,27		0,86	0,86	T
Chalonnes sur Loire	ZM	61	0,01	0,01		0,00	0,00	T
			48,93	6,66	Sans valeur	42,27	42,27	

Vu pour être annexé
à Planète
en date du 24 SEP 2004
ANGERS, le 24 SEP 2004
Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation
l'adjoint administratif

BM

Brigitte MATHIEN

(*) Observations : T=Tiers R=Ruisseau P=Puits PD=Point D'eau PE=Pente>7%

ZH=Zone Humide ZE=Zone Exclue (surf. <0,5 ha ; bois ; jardin...)

Aptitude à l'épandage :

0 = inaptitude à l'épandage et exclusion réglementaire

1 = aptitude moyenne, épandage en période de déficit hydrique

2 = aptitude à l'épandage